

# COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire  
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale

0,50

MERCREDI 9 NOVEMBRE 1977

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX: ~~XXXXXXXXXX~~

## EDITORIAL

### Sahara Occidental :

### L'armée française sur le pied de guerre

Depuis la prise d'otages français par le front Polisario, le gouvernement français poursuit sa mise en condition de l'opinion quant à une éventuelle intervention militaire au Sahara occidental.

Des troupes spéciales ont déjà été envoyées à Dakar et des régiments de paras sont constamment en alerte en France.

C'est donc à une véritable intervention impérialiste armée qu'il faut peut-être s'attendre dans les jours qui viennent. Les bérets verts et rouges, nostalgiques de l'Indochine et de l'Algérie sont déjà prêts à reprendre du service dans une nouvelle guerre coloniale contre la population Saharaoui, cette fois.

Depuis 1973, cette population, sous la direction du Front Polisario est en guerre pour l'indépendance de son pays : le Sahara occidental. Ce pays de nomades et quasi désertique fut d'abord occupé par les troupes espagnoles qui laissèrent la place au Maroc et la Mauritanie qui revendiquent ce territoire.

En réalité, ce que convoite tout ce beau monde sont les importantes mines de phosphates de Bou-Craa.

Quant à la France, elle tient surtout à sauvegarder ses puissants intérêts financiers provenant des exploitations minières en Mauritanie. Le chemin de fer mauritanien permet en effet à "USINOR" de s'approvisionner en minéral de fer dans cette région.

C'est pour cette raison en réalité que le gouvernement impérialiste français est prêt à dépêcher ses paras et ses légionnaires dans cette région. La libération des otages n'est en fait qu'un prétexte.

Il n'est donc pas étonnant que toute la bourgeoisie française et sa presse déclenchent cette propagande injurieuse envers le Polisario, traitant ses militants de vulgaires brigands, et aussi contre l'Algérie qui soutient le Front Polisario.

Mais, quelque soit la façon dont cette affaire de prise d'otages se terminera, il sera impossible d'empêcher le peuple Saharaoui, en armes depuis quatre ans, d'arracher son indépendance comme bien d'autres peuples l'ont fait avant lui.

## UN JEUNE GUADELOUPEEN ASSASSINE PAR DES RACISTES A PARIS !

Dimanche 30 octobre, un jeune guadeloupéen de 17 ans, Lucien Mélycn a été froidement assassiné par des brutes racistes faisant partie du service d'ordre d'un concert de musique pop, à la porte de Pantin, près de Paris.

Le jeune homme qui était venu au concert avec ses deux frères, a été pris à partie par ces nervis armés de fusils et de révolvers, qui sous prétexte de vérifier qu'il ne portait pas d'arme sur lui, en ont profité pour le bousculer et lui voler de l'argent. Le jeune homme ne s'est pas laissé faire. Il a protesté, la bagarre s'est déclenchée et on a retrouvé plus tard le corps de Lucien atteint d'une balle de revolver.

Ce meurtre n'est pas un cas isolé, c'est un des nombreux crimes racistes qui se perpètrent en France depuis quelques

mois et qui montrent que les racistes se sentent à l'aise dans ce pays, encouragés en cela par la campagne anti-immigrés entreprise depuis quelque temps par le gouvernement.

Devant un tel déchaînement de crimes racistes, les grands partis de gauche refusent d'organiser la riposte massive qui s'imposerait en pareil cas.

Tout en exigeant d'eux une telle action, les travailleurs, et en particulier tous ceux qui sont continuellement victimes de violences racistes doivent s'organiser en groupe d'auto-défense contre les bandes racistes et fascistes.

A BAS LE RACISME !

RENDONS COUP POUR COUP !

## MARTINIQUE ATTITUDE COLONIALISTE D'UN PROFESSEUR

*De plus en plus, se concentrent aux Antilles tous les rebuts de l'enseignement colonialiste français et ils n'hésitent pas à imposer les moeurs qui ont fait chasser les colonialistes d'Algérie et d'Indochine.*

*Ainsi, un professeur au lycée technique doit confondre sans doute le maintien de la discipline dans une classe avec une opération militaire dans les Aurès. C'est ainsi que pour faire taire deux élèves turbulents d'une de ses classes il a allongé un coup de pied à un de ces élèves, ni plus ni moins.*

*Malgré tout le bruit qu'a fait l'affaire, ce monsieur est toujours là. Sans doute pas gêné de son exploit et pour quoi pas sûr de son bon droit. Il est vrai qu'il a de qui tenir. Le recteur Doumenge ne concevant personnellement le dialogue avec ses administrés qu'à coups de menaces, d'injures et de sanctions.*

## LE MAIRE DE POINTE-A-PITRE CONTRE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DE RÉUNION!

Encore une fois, le maire de Pointe à Pitre, Henri Bangou, vient de nous refuser une des salles de la municipalité pour y tenir un meeting politique.

Pourtant plusieurs fois déjà dans un passé récent, le maire avait accordé à notre tendance la salle "Rémy Nainsouta" afin d'y tenir nos réunions publiques politiques.

Mais, Mr Bangou s'arroge le droit de juger des thèmes qui peuvent être développés ou non dans les salles de sa ville. C'est ainsi que, dans le courant de l'année, il y a quelques mois, nous ayant accordé, par écrit, quinze jours auparavant, une salle, il nous l'interdisait quelques minutes avant. Le thème

(suite page 2)

Directeur de publication : ~~XXXXXXXXXX~~  
Commission Paritaire : N° 51728  
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR  
B. P. 214 P.A.P.  
B. P. 386 F.D.F.  
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre  
7<sup>e</sup> supplément au mensuel 80

# LE MAIRE DE POINTE-A-PITRE CONTRE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DE RÉUNION

de notre meeting était selon lui "ambigu": "Où va le PCG" !

Le maire de Pointe à Pitre qui de plus est dirigeant du PCG a donc voulu censurer notre intervention, purement et simplement, parce que nous entendions porter notre jugement et nos critiques sur la politique du PCG.

Face à cette attitude, nos camarades avaient occupé la Salle Rémy Nainsouta pour y tenir leur meeting auquel s'étaient déjà rendues plusieurs dizaines de personnes.

Depuis ce jour, Bangou refuse systématiquement à "Combat Ouvrier", l'utilisation des salles municipales. Et, nous ne sommes pas les seuls. Plusieurs organisations politiques, syndicales ou religieuses se sont déjà heurtées à une opposition claire du maire de Pointe à Pitre.

Le fait de l'avoir accordé dernièrement au GRS, n'est pas une preuve de l'esprit démocratique du maire de Pointe à Pitre. Demain, lorsque les thèmes annon-

cés par cette organisation d'extrême gauche n'auront pas l'heur de plaire, il lui refusera la salle aussi car la politique du GRS s'oppose bien souvent à celle du PCG. Les camarades du GRS en sont aussi conscients que nous.

De plus, Henri Bangou, vient de refuser d'accorder une salle à la CGT pour y tenir son 5ème congrès les 2, 3 et 4 décembre. La raison (avouée ou non) en est que la CGT a refusé de participer à la convention de l'Anne sur l'autonomie et ne s'aligne pas totalement sur les positions politiques du PCG.

L'UTA s'est vu aussi refuser le palais des sports et a entamé une procédure judiciaire contre le maire de Pointe à Pitre.

Il y a donc deux poids et deux mesures. Le comité permanent de la gauche et le parti communiste Guadeloupéen eux, que ce soit pour des conférences de presse ou pour des meetings politiques usent largement des salles municipales.

Lundi dernier, le 7 novembre se tenait encore un meeting du PCG pour commémorer l'anniversaire de la révolution d'octobre au Hall d'exposition de Bergevin. Serait-ce là de pures manifestations à caractère culturel ?

Non, en fait, le parti communiste guadeloupéen qui contrôle la municipalité de Pointe à Pitre s'arroge seul le droit d'organiser ses meetings dans les salles de la ville, quand il le veut.

Le problème est grave, il s'agit d'une atteinte inadmissible au droit d'expression. Les anti-colonialistes, se battent depuis longtemps pour arracher ce droit à au pouvoir colonial qui le foule constamment aux pieds, ils auront aussi à se battre contre les staliniens qui, au sein de la municipalité de POINTE A PITRE empêchent la libre expression des idées.

Cette affaire n'est pas seulement celle de Combat-Ouvrier, c'est l'affaire de tous ceux qui ont le désir d'exprimer publiquement leurs idées : organisations d'extrêmes d'extrême gauche, syndicats, associations et organisations démocratiques.

Il faut déclencher une action unitaire la plus large possible pour exiger de la municipalité de Pointe à Pitre des salles publiques pour les réunions et meetings en tout genre.

## CAPESTERRE

### IBANANE

## ÉVICTION D'UN BUREAUCRATE

Face à la volonté plusieurs fois exprimée et ce depuis longtemps, par les travailleurs de la banane d'écartier le secrétaire général du syndicat, la direction confédérale s'est enfin décidée avec les travailleurs les plus combatifs à s'attaquer à ce petit bureaucrate, à Capesterre.

Ce dernier dénoncé lors du congrès de 1975 (il était d'ailleurs l'un des rares responsables à vouloir maintenir en poste l'ancien secrétaire général H. Songeons) continuait à considérer le syndicat de la banane comme sa propriété privée. Il ne rendait aucun compte, ni à la direction confédérale, ni aux syndiqués de la base. Ce qui d'ailleurs était une cause supplémentaire de la désaffection des travailleurs pour le syndicat.

Une assemblée générale fut donc fixée au 6 novembre 1977 à la bourse du travail de Capesterre. Et comme l'ordre du jour comprenait notamment un bilan d'activité, un compte rendu financier et le renouvellement du bureau, le secrétaire s'était senti tout de suite visé. Il s'opposa à la tenue de cette assemblée générale.

C'est ainsi qu'il décida de tout faire pour entraver la tenue de cette assemblée Générale. Il commença par dire à certains travailleurs de ne pas venir à l'AG, ou que celle-ci ne se tiendrait pas ce jour. Il reçut dans sa tentative de sabotage l'appui de certains militants communistes. Ces derniers postés devant la bourse du travail le 6 novembre déclaraient aux premiers travailleurs arrivés sur les lieux que l'AG ne se tenait plus. Quant au

secrétaire il passa et repassa devant la bourse du travail la clef du local dans sa poche. A 9H 15 la bourse était fermée, or l'AG était prévue pour 8 H.

Enfin la bourse du travail fut

ouverte et c'est en présence de plus de 60 travailleurs syndiqués CGTG que l'AG s'est tenue, sous la direction du secrétaire général de la CGTG.

Les choses allèrent très vite. Après un rapport de la direction confédérale dénonçant la gestion du secrétaire du syndicat de la banane (ce dernier devait plus de un million de francs à la direction confédérale, argent de cartes et de timbres).

Une motion fut votée à l'unanimité moins une voix dénonçant l'action du secrétaire. Par la suite, un collectif provisoire de dix membres a été élu pour réorganiser le syndicat.

Il reste aux travailleurs de la banane maintenant qu'ils sont débarrassés de ce secrétaire absolument incompétent de poursuivre la réorganisation du syndicat CGT par la création de sections syndicales dans toutes les plantations et d'animer effectivement la vie syndicale.

Cependant, l'expérience qu'ils ont faite en luttant contre Merland est enrichissante et doit servir d'exemple. La lutte n'est pas terminée. Il faut rester vigilant car derrière l'ancien secrétaire évincé peuvent se profiler d'autres bureaucrates qui tenteront d'imposer leur mainmise sur le syndicat. Les travailleurs, en luttant pour la démocratie au sein du syndicat ont remporté une première victoire. Ils ont le droit de diriger leur syndicat et ne plus jamais laisser de "petit chef" décider à leur place. Alors le syndicat aura de meilleures chances de se renforcer.

## MARTINIQUE : GALA DE COMBAT OUVRIER

Ce sera l'occasion pour tous nos sympathisants nos lecteurs de passer une soirée sympathique et gaie en présence de nos camarades. Ce sera aussi pour eux l'occasion de manifester leur soutien aux idées révolutionnaires que nous défendons régulièrement dans notre presse, dans les entreprises.

Ce soir là de très nombreux artistes seront parmi nous : FAL FRET, MARIE JO PRAJET, PACO CHARLERY FELIX CLARION et CHICO, DJO DESORMO et CHINN'PETE, MARSE et le groupe PALAIVRE, GERMANY à l'accordéon, ERIC VIRGAL, GUY METHALIE, DUVERGER, conteur, TI RAOUL GRIVALLIER, folklore, Groupe Expérimental de Rivière Pilote.

Vous serez intéressé par la présentation d'un stand de livres et vous pourrez vous informer sur notre politique et nos activités en consultant des panneaux.

Pour le  
GALA COMBAT OUVRIER

2 DÉCEMBRE 19 HEURES

TERPSYCHORA (MARTINIQUE)

RECLAMEZ VOS CARTES DES MAINTENANT A NOS CAMARADES.

## EMPLOI : LE CYNISME DE L'ADMINISTRATION

25.000 chômeurs recensés par l'INSEE 12000 demandeurs d'emploi inscrits en 10 mois par l'ANPE, 6.000 personnes qui émigrent par an parcequ'elles ne trouvent pas de travail ici, le bâtiment licencie de plus belle - 60 licenciements à la FEM, 30 à la COLAS...et le gouvernement a le culot de lancer une opération "emploi jeunes" pour embaucher d'ici la fin de l'année...500 personnes.

Rarement, le cynisme colonial aura été aussi loin...

ACHETEZ COMBAT OUVRIER !